CIHEAM
Options Méditerranéennes

Agriculture et industrie dans la phase d'accession au développement : le cas de l'Algérie

Vallat H.

Le développement

Paris : CIHEAM
Options Méditerranéennes; n. 11

1972
pages 96-102

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI010668

To cite this article / Pour citer cet article

Vallat H. **Agriculture et industrie dans la phase d'accession au développement : le cas de l'Algérie.** *Le développement.* Paris : CIHEAM, 1972. p. 96-102 (Options Méditerranéennes; n. 11)

CIHEAM

http://www.ciheam.org/
http://om.ciheam.org/

CIHEAM

Henri VALLAT

Docteur en Sciences Économiques

Agriculture et industrie dans la phase d'accession au développement : le cas de l'Algérie

L'Algérie, pour accéder au développement a choisi une voie ambitieuse, car des difficultés de tous ordres surgissent sur le chemin de l'accession au développement et de l'indépendance économique, mais une voie empreinte d'une grande logique : l'exportation et la valorisation des ressources naturelles stratégiques (pétrole, gaz naturel, minerai de fer) sont un des atouts majeurs de la politique d'industrialisation et de développement économique.

Cette politique dont les perspectives sont le développement des forces productives, l'élévation du niveau de vie de la population et la résorption du sous-emploi est sujette à deux options : l'option dite courte qui privilégie la consommation et les industries de biens de consommation et l'option dite longue qui privilégie les industries de biens de production et implique une grande cohérence entre l'ensemble des objectifs poursuivis et des moyens mis en œuvre.

En optant délibérément pour la création d'une industrie de base qui valorise les richesses naturelles, les planificateurs algériens se sont engagés dans une voie difficile et périlleuse mais la seule voie qui garantisse à long terme l'indépendance économique.

Ce choix implique devant les difficultés (sociales, de l'emploi) et les contraintes (techniques, financières, de concurrence) rencontrées, de rechercher pendant la phase d'accession au développement un équilibre minimum entre l'industrie et l'agriculture, condition nécessaire mais non exclusive d'un développement accéléré futur de l'ensemble de l'économie.

DE LA NÉCESSITÉ DE RECHERCHER UN ÉQUILIBRE AGRICULTURE-INDUSTRIE

Les conséquences des choix économiques effectués par les planificateurs algériens pour sortir le pays du sous-développement sont susceptibles d'expliquer pourquoi la recherche d'un équilibre entre l'agriculture et l'industrie est nécessaire dans la phase d'accession au développement.

Les choix économiques fondamentaux expriment les deux préoccupations essentielles du gouvernement algérien :

L'indépendance économique,

La construction du socialisme.

S'il est assez unanimement reconnu que le développement passe par la mise en œuvre d'une industrialisation, il reste que sur les formes de cette industrialisation l'unanimité est loin d'être faite.

Deux formes s'offrent à tout pays qui désire sortir du sous-développement. La première favorise la consommation et les industries de biens de consommation. La deuxième favorise les industries de biens d'équipement et développe tout un secteur de biens de production impliquant très généralement des restrictions assez sévères de la consommation.

On peut penser que des adaptations sont possibles entre ces deux formes ; en fait aucun pays sous-développé ne peut se permettre — en présence de ressources financières limitées (surtout sous forme de devises étrangères fortes) et compte tenu des aspects techniques des industries modernes — d'envisager conjointement ou successivement ces deux formes.

L'Algérie a choisi de valoriser ses ressources naturelles en construisant un secteur de biens de production (industries *motrices* de François Perroux ou industries « *industrialisantes* » de Gérard de Bernis) sans pour autant négliger la construction d'un secteur de biens de consommation correspondant aux besoins minimum du pays.

● C'est un choix compatible avec la recherche de l'indépendance économique : il s'agit pour les planificateurs algériens de construire l'assise industrielle indispensable qui permettra le développement futur et accéléré de l'ensemble de l'économie. La présence de ressources importantes en devises étrangères fortes (provenant de l'exportation de ressources naturelles stratégiques pour les pays industrialisés) est un atout majeur dans la mise en œuvre de l'industrialisation.

Les effets de l'industrialisation peuvent être lents à se manifester. Ils tendent même à ralentir l'expansion économique. Mais la part de l'investissement accordé au secteur de biens de production détermine la disponibilité en équipements futurs, la croissance ulté-

rieure de la consommation et de toute l'économie.

L'hypothèse de l'industrialisation privilégiant la consommation et le secteur des biens de consommation sous-entend l'aspect « domination » dans la mesure où elle recouvre le développement par l'initiative privée plus apte que l'Etat à saisir les « occasions » d'investissement, tout en laissant à la charge de l'Etat l'ensemble des investissements en infrastructure économique et sociale qui conditionne la rentabilité des investissements privés. Si, à court terme, les effets de ce modèle de développement peuvent paraître supérieurs (au niveau de la production, au niveau de la résorption du chômage) à long terme, ces effets risquent de s'épuiser, des blocages graves pouvant apparaître du côté de la structure des importations comme l'a fort bien montré le Pr Furtado.

● C'est un choix compatible avec la construction du socialisme. L'initiative privée motivée par la rentabilité à court et moyen terme de ses capitaux s'intéresse surtout au développement d'un secteur de biens de consommation et ne risque pas d'investir dans le secteur des biens de production à cause de ses longs délais de maturation.

Dans un modèle de développement favorisant la création d'industries de biens de production, on doit assister à l'émergence d'un secteur public de plus en plus important couvrant les secteurs-clés du développement (agricole, para-agricole et industriel).

C'est aussi une possibilité donnée à la plus grande partie de la population dont la mentalité et les valeurs n'ont pas changé depuis plusieurs siècles d'aller progressivement vers un modèle de consommation de type occidental.

● C'est un choix qui apparemment ignore le problème fondamental des économies sous-développées : le problème démographique.

La population algérienne croît chaque année au taux de 3,2 % et le maintien des tendances actuelles donnera en 1980 un taux d'accroissement démographique de l'ordre de 3,9 à 4 %. De plus, la pyramide des âges présente des caractères tels que le taux d'accroissement de la population en âge de travailler est égal voire même supérieur au taux d'accroissement démographique.

Avec un secteur agricole déjà surpeuplé, il semble que le développement axé sur l'industrialisation privilégiant le secteur des biens de production aboutisse à une impasse. Ce type d'industrialisation n'est pas créateur d'emplois en regard des énormes disponibilités : les contraintes techniques de ces industries (indivisibilité des divers facteurs de production au niveau des combinaisons productives) et l'exigence d'un niveau minimum de compétitivité internationale rendent très faibles la création d'emplois. Il s'agit de plus d'emplois hautement qualifiés.

L'immense effort de formation et d'éducation entrepris n'est pas susceptible de fournir dans une période relativement courte les besoins en travailleurs qualifiés pour la production et en cadres compétents pour la gestion. L'économiste indien Mahalanobis estime que 20 à 25 ans sont nécessaires pour assurer une offre adéquate en personnel technique et qualifié.

Par ailleurs il n'est pas prouvé que l'autre voie de développement qui privilégie la consomation et l'industrie des biens de consommation soit susceptible de résoudre ce problème fondamental ou de le rendre moins aigu. Dans les industries de biens de consommation durables, les combinaisons productives tendent à devenir de plus en plus rigides. Le facteur main-d'œuvre y est relativement rare du fait de sa spécialisation et de sa qualification. Dans les industries de biens de consommation non durables, les choix des combinaisons productives sont plus ouverts et doivent l'être délibérément vers le facteur abondant et réclamant peu de qualification : le travail.

Dans l'ensemble, la tendance à la rigidité des combinaisons productives allant dans le sens d'une utilisation plus intensive du capital n'est pas de nature à faciliter les résolutions du problème majeur qui se pose aux pays sous-développés : le problème démographique ; car il semble hors du propos de penser que ces pays puissent créer des industries qui ne soient pas technologiquement compétitives et se replier techniquement sur eux-mêmes ; ce serait à terme retomber sous la dépendance des intérêts étrangers donc la remise en cause de toute la stratégie d'indépendance économique.

Les conséquences des choix économiques de l'Algérie, quelles que soient leurs justifications sont susceptibles d'expliquer pourquoi l'axe stratégique du développement passe par la réalisation d'un équilibre minimum entre l'agriculture et l'industrie dans la phase d'accession au développement.

● La construction d'unités de production technologiquement compétitives oblige à supporter les contraintes techniques imposées par l'indivisibilité des procédés et des processus de production des industries de biens d'équipement (sidérurgie, pétrochimie, constructions mécaniques). Il s'agit donc d'accéder immédiatement à la dimension d'efficience minimale requise par la compétition internationale.

La nécessité de tenir compte de l'évolution technique dans le processus d'industrialisation constitue un frein à une croissance et un développement rapide, parce que, créer une industrie ou un complexe d'industries dynamiques et compétitives, c'est supporter non seulement les contraintes techniques et économiques mais aussi les contraintes commerciales. La rentabilité des énormes investissements entrepris impose d'écouler sur les marchés une production minimale.

Dans un pays comme l'Algérie, caractérisé par un marché intérieur de dimensions modestes, pas toujours en proportion avec la taille des unités industrielles, par un niveau des revenus peu élevé, d'autant que, conséquence des choix effectués, les revenus sont maintenus à un minimum tolérable (notamment par le biais inflationniste et par la politique fiscale), la possibilité d'écouler l'ensemble de la production sur le marché intérieur peut s'avérer extrêmement délicate (c'est le cas de l'usine d'ammoniac d'Arzew).

Dans la phase d'accession au développement caractérisée d'une part, par la création et l'intégration d'industries modernes et de pôles de croissance, et d'autre part par l'intégration des pôles de croissance avec le reste de l'économie nationale, les marchés extérieurs doivent fournir au moins dans un premier stade le complément indispensable, parfois même le débouché essentiel.

● La concurrence internationale peut constituer à ce stade un obstacle supplémentaire à la croissance et au développement.

En plus des moyens financiers énormes (en monnaie nationale mais surtout en devises étrangères) que nécessite la création du secteur industriel dont le coût de construction est supérieur à celui des pays développés, c'est également toute une infrastructure économique et sociale qui est à mettre en place, de sorte que contrairement à ce qui se passe pour les pays développés, cette mise en place entraîne des coûts externes (coûts de démarrage ou coûts d'implantation des activités industrielles). La compétitivité de ces industries s'en trouvera nécessairement affectée.

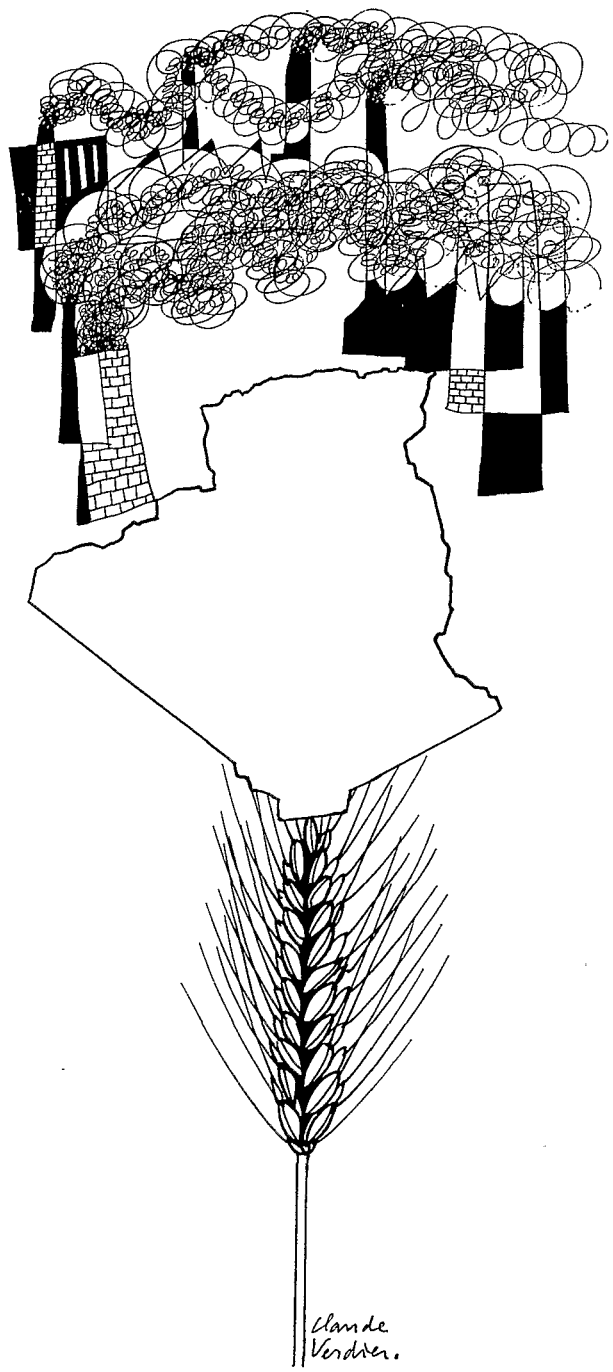
De plus, pour pouvoir se développer, les industries modernes doivent au préalable résoudre les problèmes particulièrement difficiles que posent la gestion, la formation de la main-d'œuvre, les approvisionnements et les marchés. On comprendra alors l'apport essentiel des entreprises étrangères et de la coopération internationale, les modalités des accords de coopération devant permettre de garantir l'indépendance économique.

Cette perte de compétitivité peut être compensée par la faiblesse des taux de salaires mais il faut tenir compte de la productivité de la main-d'œuvre : dans biens des cas, à équipement égal, la productivité sera moindre. L'exportation de produits finis et semi-finis est plus difficile à réaliser que celle des produits de base (structure d'accueil pour les produits semi-finis, zones protectionnistes...).

La co-production préconisée par Maurice Bye, le groupement des nations préconisé par François Perroux ne semblent pas jusqu'à présent susceptible d'atténuer cette concurrence.

Les contraintes techniques et la concurrence internationale obligent à faire porter tout l'effort sur le marché interne — c'est en somme la finalité de la politique entreprise.

Il appartient au marché interne d'absorber le maximum de la production industrielle de façon à permettre une rentabilisation minimum des investissements entrepris. Il s'agit de rechercher un équilibre minimum entre les industries modernes, l'agriculture et les industries de biens de consommation qui leur servent de débouchés. C'est autour de cet équilibre que repose la force et la réu-



L'agriculture doit permettre la rentabilisation de l'industrie.

site du développement. Cet équilibre en termes réels conditionne les équilibres en termes financiers (équilibres financiers internes et externes) sans lesquels la stratégie de développement serait remise en cause.

Les industries de biens de production améliorent le secteur de biens de consommation.

Les industries de biens de production sont stimulées par le secteur de biens de consommation.

Les industries de biens de production améliorent les industries de biens de production.

Dans un pays où la plus grande partie de la population est employée dans l'agriculture et vit de l'agriculture (+ de 65 % d'après le recensement de 1967) les industries modernes peuvent permettre la modernisation de cette branche ; elles contribuent par la suite à construire le secteur industriel. En entraînant un effet déséquilibrant sur les structures agricoles et les comportements des agriculteurs, l'industrie contribue à mettre l'agriculture en état de progrès.

DE L'ÉQUILIBRE

La création d'un secteur de biens de production s'opère sans qu'au préalable il existe une demande de biens d'équipement. Il appartient à l'Etat qui a pris en charge le développement de créer et de susciter cette demande.

L'agriculture et, dans une proportion moindre, les industries de biens de consommation sont les seuls débouchés des industries de biens de production et doivent constituer le débouché essentiel.

Le secteur agricole est le secteur prépondérant de l'activité économique. Les pouvoirs publics doivent susciter dans l'agriculture les conditions d'un changement profond pour le mettre en étroite relation avec les industries naissantes.

Cela suppose la rupture avec les économies agricoles traditionnelles de type féodal ou autarcique et l'avènement d'une agriculture intégrée à l'économie nationale.

« Le changement à opérer, nous dit « le Pr Badouin, n'est pas institutionnel ; « il est fonctionnel. Une agriculture qui « fonctionnerait dans le cadre de ses « propres exploitations doit désormais « fonctionner dans le cadre d'une économie nationale. La nationalisation de « l'agriculture résulte davantage de cette transformation organique que de « dispositions relatives au statut juridique du sol ».

La création du secteur autogéré et la mise en place d'organismes coopératifs sont destinés à fournir aux agriculteurs algériens les moyens leur facilitant la transformation de leur mode de vie et d'exploitation.

Une action éducative profonde — dont il faut encore à ce jour regretter la timidité — doit être susceptible de leur donner de nouveaux comportements

(propensions à l'innovation et au travail). C'est une action sur les hommes : elle exige beaucoup de temps. Cette action ne peut être entreprise qu'avant la mise en marche du secteur industriel ; l'Agriculture qui va bénéficier de l'apport de certaines industries devra être mise en condition devant les changements qu'imposent l'utilisation des techniques industrielles modernes.

La mise en place de liaisons dynamiques entre l'Agriculture et l'Industrie est une condition non exclusive mais nécessaire d'un développement rapide et continu de l'économie.

L'Agriculture doit permettre la rentabilisation de l'industrie. L'Industrie doit permettre l'amélioration de la productivité agricole.

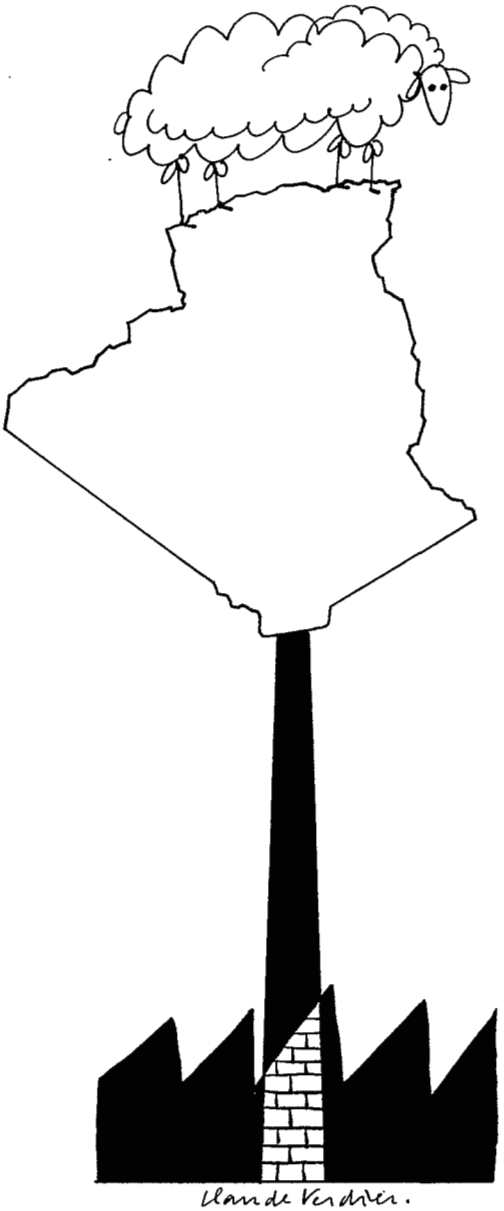
● Cette recherche de l'équilibre à moyen terme et à long terme doit contribuer à la croissance harmonieuse de l'économie nationale.

C'est l'agriculture qui, en premier lieu, doit exercer des effets positifs sur l'industrie. D'abord, l'élévation de la productivité du travail agricole permettant un acroissement de la production supérieur à l'acroissement démographique rend possible le dégagement par l'industrie de quantités de produits alimentaires de plus en plus grandes. Ensuite les progrès de l'agriculture entraînent le dégagement des facteurs de production pour l'industrie. Enfin les progrès dans l'agriculture sont fonction du développement industriel.

L'industrie, en second lieu, permet : une stimulation de la production agricole (grâce à la distribution de revenus d'origine industrielle), une intégration des deux secteurs dans le développement des industries de transformation des biens agricoles, la mise à la disposition de l'agriculture de biens de consommation et d'équipement.

● Cette recherche de l'équilibre est liée au problème de l'emploi. On voit bien que le problème de l'emploi n'appartient pas à l'agriculture mais à l'industrie encore qu'il faille considérer que l'agriculture traditionnelle est un secteur d'accueil qui accepte de prendre en charge tous ceux que les autres secteurs rejettent ou refusent d'accepter.

L'amélioration de la productivité agricole qui dégage une partie de la main-d'œuvre vers les secteurs secondaires et tertiaires ne peut aller de pair qu'avec une augmentation de la consommation donc des revenus et un développement ultérieur du secteur des biens de consommation. Par conséquent une industrialisation plus diversifiée peut permettre corrélativement aux services qu'elle dégage une résorption plus rapide du flux démographique. L'objectif de l'emploi dans un pays où le taux d'accroissement démographique est très élevé est un objectif à long terme dépassant largement la période prévisible de la phase de démarrage (les experts le situent à 1990 pour l'Algérie).



L'industrie doit permettre l'amélioration de la productivité agricole.

Photo Ministère de l'Information R.A.D.P.

Cueillette des oranges à Boufarik.

La première phase, période relativement courte de construction du secteur industriel, comprise approximativement entre 1968 et 1976-1977 pour l'Algérie, est caractérisée par l'adaptation du secteur agricole à une économie moderne.

La deuxième phase de l'accession au développement est caractérisée par la mise en place et la réalisation de l'équilibre agriculture-industrie.

● D'abord l'amélioration de la productivité de l'agriculture, outre les facteurs sociaux et éducatifs est conditionnée par la mise à sa disposition de produits de base.

Le matériel d'exploitation intéresse les industries métallurgiques et mécaniques (usines d'El Hadjar pour la métallurgie, de Constantine, Alger et Oran pour la mécanique — machines agricoles, tracteurs...).

Les produits dérivés des hydrocarbures indispensables à la protection des sols et des cultures intéressent les industries chimiques et pétrochimiques (complexes d'Arzew, d'Annaba et Skikda). MM. Ghozali (1) et de Bernis ont montré que les hydrocarbures fournissent à un agriculteur qui se mécanise la base énergétique indispensable ; les dérivés des hydrocarbures fournissent les produits phyto-sanitaires et les matières plastiques. « La possibilité pour les pays « sous-développés de pouvoir utiliser les « matières plastiques en agriculture « dans la première phase d'industrialisation constitue un atout majeur dans « la grande tâche de rattrapage des « pays développés ».

● Cette période se caractérise non seulement par des transformations techniques dans l'agriculture mais aussi par des transformations réalisées par le secteur industriel lui-même, notamment le secteur industriel produisant des biens de consommation. Par exmple dans la mesure où la production à l'exportation est une donnée majeure de l'exploitation, l'agriculture devra présenter des produits élaborés et recherchant un conditionnement plus poussé.

Cependant l'agriculture a de plus en plus tendance à présenter sur le marché non pas un produit fini mais une matière première transformée soit par le commerce soit par les industries alimentaires.

A cet effet des investissements importants sont en voie d'être réalisés par l'industrie de transformation par l'intermédiaire des offices ou Sociétés nationales (Office des Fruits et Légumes d'Algérie, Société Algérienne de Conserveries, SOGEDIS...).

Tout un ensemble de transformations doit être ainsi réalisé de façon que prenne corps ce qui est à juste titre considéré comme le nerf de la croissance et du développement : l'équilibre agro-industriel.

Ce n'est pas une condition exclusive : un secteur industriel se développe sans relations avec l'agriculture, de même qu'une partie importante de l'agriculture est encore exclue des efforts de développement et pèse lourdement sur le succès de cette politique.

Tout ne peut être fait en même temps mais tout est possible dès lors que des bases saines sont posées pour permettre à l'Algérie de sortir du cercle vicieux du sous-développement.

Les moyens mis en œuvre — humains, techniques, financiers — doivent être suffisants. Or, des problèmes de tous ordres peuvent expliquer les difficultés de réaliser ce nécessaire équilibre entre Agriculture et Industrie.

DES PROBLÈMES SOULEVÉS PAR LA RECHERCHE DE CET ÉQUILIBRE

En prenant en charge le développement, l'Etat s'est donné les moyens nécessaires à la réalisation de cet équilibre :

1) la création de sociétés nationales et la mise en place d'un secteur agricole autogéré qui représente près des 3/4 de la valeur de la production agricole algérienne sont les instruments institutionnels de sa stratégie ;

2) l'immense effort de formation et d'éducation entrepris dans tous les domaines doit être susceptible d'autre part de fournir les cadres compétents pour la

(1) Président-Directeur Général de la SONATRACH.

Photo Ministère de l'Information R.A.D.P.

Semailles.

gestion et les travailleurs qualifiés pour la production.

La seule recherche de l'équilibre entre l'Agriculture et l'Industrie est une œuvre immense. Elle réclame des moyens adéquats — financiers, techniques et humains. Les délais de réalisation sont relativement brefs et entraînent de nombreuses difficultés qui sont autant d'obstacles à sa réussite.

Un des objectifs primordiaux de la politique d'industrialisation est de faire face à l'accroissement de la population et de résorber le chômage. La mise en œuvre de l'industrialisation algérienne nécessite une main-d'œuvre essentiellement qualifiée — en supposant que la qualification est effectuée par le pays lui-même — et peu nombreuse, le type d'industrialisation n'engendrant que peu d'emplois en regard des disponibilités.

De plus les variations du taux d'accroissement démographique sont quasiment nulles pendant la période de démarrage (une politique de contrôle des naissances ou plus efficacement une politique d'éducation ne donnent des effets qu'à très long terme).

Le taux d'accroissement de la population en âge de travailler est égal et même supérieur au taux d'accroissement démographique.

En présence d'un taux de chômage élevé, les politiques qui s'imposent semblent difficiles à avouer et compromettent gravement la réalisation de l'équilibre entre l'agriculture et l'industrie.

● Favoriser l'émigration peut être un palliatif à ces difficultés. L'article 3 de l'accord franco-algérien de 1965 déclare que les accords de renouvellement des contingents algériens de travailleurs algériens autorisés à venir en France dépend des besoins de ce côté-ci de la Méditerranée et des disponibilités de l'autre côté. Ce qui n'est que l'expression hypocrite de la condamnation de cette politique.

Le déroulement des événements de ces dernières années ne laisse guère d'espoir à la poursuite de la politique d'émigration — pourtant encore si indispensable.

● Le secteur industriel ne pouvant employer plus qu'il n'est nécessaire, seul le secteur agricole peut pallier les difficultés du sous-emploi. Le secteur encore traditionnel de l'économie algérienne est un secteur d'acueil qui acepte tous ceux que les autres secteurs rejettent ou refusent d'acepter. Le secteur moderne de l'agriculture algérienne — hérité de la colonisation et qui représente la presque totalité du secteur autogéré — contribue à la résorption du chômage. On impose à l'exploitation autogérée un coefficient élevé de main-d'œuvre. On favorise ainsi le chômage déguisé : il est estimé que les charges de main-d'œuvre dans le secteur autogéré sont le double des charges considérées comme normales.

Si l'on considère qu'en raison des moyens financiers forcément limités, les actions nécessaires à l'accroissement de la productivité brute globale de l'agriculture font cruellement défaut (formation lente et réduite des cadres, faiblesse des investissements agricoles à très long terme) et se traduisent par une diminution de la production et des exportations agricoles, et par une résistance de plus en plus grande aux changements, on ne s'étonnera pas de l'important déficit du secteur agricole autogéré (35 milliards de dinars en 1967, 23 milliards de dinars en 1970) — déficit épongé par le Trésor algérien dont la situation se dégrade régulièrement.

Or, le dégagement d'un surplus financier par ce secteur est une condition essentielle de son accès aux produits industriels. Si dans la phase de construction du secteur industriel, des déséquilibres peuvent être tolérés, ils ne le peuvent plus, une fois ce secteur prêt à fonctionner.

L'aggravation du sous-emploi n'est pas de nature à faciliter la recherche de cet équilibre.

En prenant en charge le développement, l'Etat algérien a peut être surévalué les moyens dont il disposait.

L'industrialisation mobilise la plus grande partie des ressources financières externes (ressources provenant de l'exportation des ressources naturelles et des produits agricoles, et des revenus des travailleurs émigrés) et des ressources financières internes. Le Plan quadriennal consacre près de 50 % de ses investissements à l'industrie, 15 % à l'Agriculture, le reste allant à l'infrastructure économique et sociale.

● La mise en condition du secteur agricole nécessite en réalité des sommes beaucoup plus importantes que celles prévues par les planificateurs (formation intensive, préparation à l'utilisation des techniques industrielles modernes...).

● De plus, la réorientation des productions entraîne des coûts supplémentaires : la structure de production se caractérisait au lendemain de l'indépendance par un déficit des productions à forte valeur nutritive et à faible valeur ajoutée (céréales), par un excédent des productions à faible valeur nutritive et à forte valeur ajoutée (agrumes, vin) et par la rareté des cultures industrielles.

● De même, la faiblesse des actions en faveur du secteur traditionnel (travaux de défense et restauration des sols, de rénovation rurale, d'irrigation...), le maintien des structures agraires dans leur état (le secteur privé traditionnel représente près de la moitié de la population agricole, près des trois-quarts de la superficie cultivable et moins d'un quart de la valeur de la production), et la poussée démographique entraînent une dégradation très rapide de ce secteur incapable de dégager un surplus pour l'investissement.

Dans le secteur agricole, tout est à faire ; l'action sur les hommes est primordiale et exige beaucoup de temps. Dans l'industrie l'action porte sur les choses (on estime à 10 ans l'action de l'investissement en agriculture, à 4 ans l'action de l'investissement dans l'industrie).

Toutes les procédures de mobilisation des agriculteurs trouvent rapidement des limites au niveau des moyens financiers.

Devant les charges actuelles du secteur autogéré, l'Etat n'est guère en mesure de supporter les difficultés du secteur traditionnel.

Depuis quelques années le retard accumulé risque de mettre l'agriculture dans l'impossibilité de répondre de façon cohérente à la politique d'industrialisation.

Ces difficultés — qui sans aucun doute rendraient inopérantes la stratégie algérienne de développement — ont été perçues par les planificateurs dans la deuxième moitié de l'année 1971 : le Plan quadriennal a été modifié pour répondre à cette urgente préoccupation. Mais les mesures prises sont encore timides en regard de la tâche à accomplir.

L'endettement de l'Etat algérien vis-à-vis de la Banque Centrale d'Algérie (plus de 2,3 Milliards de Dinars pour une masse fiduciaire totale de 4 milliards de Dinars) est révélateur de ces difficultés.

L'effort de formation et d'éducation ne semble pas susceptible de fournir dans la phase d'accession au développement tous les cadres compétents pour la gestion et les travailleurs qualifiés pour la production.

Mahalanobis estime que 10 à 15 ans sont indispensables pour assurer une offre adéquate au personnel qualifié.

● Bien qu'insuffisante la coopération internationale est d'un apport précieux dans cette période délicate. Mais elle entraîne avec elle tout un processus de négociations qui ne sont que l'expression normale des relations d'Etat à Etat et de marchandages qui ne sont pas faits pour plaire mais qui sont inéluctables. Elle est aussi, selon certains, une subtile politique permettant de maintenir un modèle culturel de type occidental, peu compatible, semble-t-il, avec la stratégie du développement.

● Conçues pour être complémentaires, les relations entre l'agriculture et l'industrie tendent au contraire à être concurrentes.

Cette concurrence se manifeste par un véritable « pompage » des rares cadres compétents (et moins compétents) laissant à ce niveau le secteur agricole dans un état alarmant ce qui n'est pas de nature à faciliter son assainissement financier (malgrè la contrainte d'emplois) et l'équilibre entre les deux secteurs.

L'Institut de Technologie Agricole de Mostaganem (les enseignants sont tous des coopérants) et les écoles régionales d'agriculture, destinés à procurer des cadres à l'agriculture rencontrent des difficultés : leur démarrage est lent et les premiers résultats ne répondent pas exactement aux objectifs initiaux.

Les contraintes techniques et la concurrence internationale que limitent les possibilités d'écoulement de la production à l'extérieur font du secteur agricole le secteur clé de l'économie. Il semble qu'au moins jusqu'à ces derniers temps et malgré une planification relativement rigide et autoritaire on ait sacrifié le secteur agricole.

De sorte qu'il peut paraître très malaisé de réaliser sans à-coups sérieux l'équilibre Agriculture-Industrie.

D'autres problèmes surgissent dans la réalisation de cet équilibre .

● Des problèmes *techniques* de coordination : la clientèle agricole — très éparpillée — peut avoir du mal à formuler sa demande auprès d'entreprises plutôt intéressées par les grands investissements industriels et d'infrastructure. De même l'industrie doit se soumettre à certaines contraintes de l'activité agricole : conditions d'exploitation, conditions saisonnières et climatiques. L'organisation de la production industrielle est en grande partie conditionnée par l'activité du secteur agricole et elle le restera tant que ce secteur sera non débouché essentiel.

● Des problèmes *administratifs* de coordination : étant donné l'insuffisance des cadres dans cette période de démarrage économique, la tendance à une centralisation excessive, le refus ou l'incapacité de déléguer les décisions, des goulots d'étranglements graves peuvent apparaître. On assiste surtout à un travail d'état-major le plus souvent inefficace et inadapté. L'effort de coordination et d'adaptation — qui s'accompagne d'une structure très décentralisée — est réduit à sa plus simple expression. La responsabilité de cette absence de préparation de l'Agriculture à l'utilisation des techniques et produits industriels modernes incombe entièrement aux planificateurs algériens.

En bureaucratisant l'activité économique, (on peut se demander s'il peut en être autrement dans un pays qui s'engage dans un processus de développement), l'Etat algérien a créé les conditions de liaisons difficiles entre les secteurs moteurs de l'économie.

En laissant se créer des cloisonnements et des barrières au sein de l'Administration Centrale — détentrice du pouvoir — il a « gelé » les initiatives dans une période où elles auraient du être favorisées.

Le Plan quadriennal 1970-1973 : *Rapport général.*
Le Plan quadriennal 1970-1973 : *Rapport sur le secteur agricole.*
M.A.R.A. : *Spécial agriculture 1970* ALGER.
BERNIS (G. de) : *L'industrialisation des pays en voie de développement.* Développement et Civilisations, Juin 1964.
GHOZALI (A.) et BERNIS (G. de) : *Les hydrocarbures et l'industrialisation de l'Algérie.* Revue algérienne, Mars 1970.
FURTADO (C.) : *Théorie du développement économique.* PARIS 1970.
BADOUIN (R.) : *Le rôle du secteur agricole dans la phase initiale du développement économique.* Revue de science financiére n° 4 1960.
VIRATELLE (G.) : *L'Algérie algérienne.* Les Editions ouvrières 1971.